

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2021/43187]

15 NOVEMBRE 2021. — Arrêté de police du Ministre-Président maintenant certaines restrictions sanitaires dans la lutte contre le COVID-19 et portant abrogation de l'arrêté de police du 28 octobre 2021

Le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'article 166, § 2, de la Constitution ;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, en son article 48 modifié par la loi du 6 janvier 2014 ;

Vu la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique, l'article 4, § 2 ;

Vu la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, en son article 11 remplacé par la loi du 7 décembre 1998 ;

Vu la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes en son article 4, § 2<sup>quater</sup>, 1°, tel que modifié par la loi du 6 janvier 2014 ;

Vu l'arrêté royal du 28 octobre 2021 portant la déclaration de la situation d'urgence épidémique ;

Vu l'arrêté royal du 28 octobre 2021 portant les mesures de police administratives nécessaires en vue de prévenir ou de limiter les conséquences pour la santé publique de la situation d'urgence épidémique déclarée concernant la pandémie de coronavirus COVID-19 ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 mars 2020 portant déclenchement de la phase fédérale concernant la coordination et la gestion de la crise coronavirus COVID-19 ;

Vu l'arrêté de police du Ministre-Président du 28 octobre 2021 visant à maintenir certaines restrictions sur le territoire bruxellois afin de lutter contre la propagation du virus COVID-19 et portant abrogation de l'arrêté de police du 14 octobre 2021 ;

Vu les réunions du comité de concertation du 20 août 2021, 17 septembre et 26 octobre 2021 ;

Vu les avis du Risk Assessment Group (ci-après RAG) et du Group Exit Management Strategy (ci-après GEMS) ;

Vu les rapports épidémiologiques établis par Sciensano et par la Commission communautaire commune ;

Vu les réunions du Conseil régional de sécurité bruxellois du 15 septembre, 13 et 28 octobre 2021 ;

Vu l'avis du ministre de la Santé publique, donné le 27 octobre 2021 ;

Vu l'urgence et la concertation avec la Ministre de l'Intérieur ;

Considérant que selon la dernière évaluation de la situation épidémiologique réalisée par le RAG les 8, 15, 22, 29, 30 septembre, 6, 13 et 27 octobre 2021, on observe une importante augmentation des infections au niveau national ;

Considérant que la moyenne journalière des nouvelles contaminations avérées au coronavirus COVID-19 en Belgique sur sept jours a considérablement augmenté à 5691 cas confirmés positifs à la date du 24 octobre 2021 ;

Comme c'est le cas depuis le 12 août, Bruxelles reste au niveau d'alerte 4 alors que le reste du pays est classé à 3 sauf pour Liège et la Communauté germanophone ;

Considérant que le RAG souligne qu'à Bruxelles, l'augmentation des infections touche presque tous les groupes d'âges ;

Qu'en ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale, le RAG considère que la situation épidémiologique observée est comparable à celle relevée lors de la troisième vague ;

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2021/43187]

15 NOVEMBER 2021. — Politiebesluit van de Minister-President tot behoud van bepaalde sanitaire restricties ter bestrijding van COVID-19 en houdende de opheffing van het politiebesluit van 28 oktober 2021

De Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

Gelet op artikel 166, § 2 van de Grondwet ;

Gelet op artikel 48 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, zoals gewijzigd bij de wet van 6 januari 2014 ;

Gelet op de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie, artikel 4, § 2 ;

Gelet op artikel 11 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, zoals vervangen door de wet van 7 december 1998 ;

Gelet op artikel 4, § 2<sup>quater</sup>, 1° van de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten, zoals gewijzigd door de wet van 6 januari 2014 ;

Gelet op het Koninklijk besluit van 28 oktober 2021 houdende de afkondiging van de epidemische noodsituatie betreffende de coronavirus COVID-19 pandemie ;

Gelet op het Koninklijk besluit van 28 oktober 2021 houdende de nodige maatregelen van bestuurlijke politie teneinde de gevolgen voor de volksgezondheid van de afgekondigde epidemische noodsituatie betreffende de coronavirus COVID-19 pandemie te voorkomen of te beperken ;

Gelet op het ministerieel besluit van 13 maart 2020 houdende de afkondiging van de federale fase betreffende de coördinatie en het beheer van de crisis coronavirus COVID-19 ;

Gelet op de politiebesluit van de Minister-President van 28 oktober 2021 met het oog op het behoud van bepaalde beperkingen op het Brusselse grondgebied om de verspreiding van het COVID-19-virus tegen te gaan en houdende de opheffing van het politiebesluit van 14 oktober 2021 ;

Gelet op de vergadering van het Overlegcomité van 20 augustus 2021, 17 september en 26 oktober 2021 ;

Gelet op de adviezen van de Risk Assessment Group (hierna RAG) en van het Group Exit Management Strategy (hierna GEMS) ;

Gelet op de epidemiologische rapporten opgesteld door Sciensano en door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ;

Gelet op de vergaderingen van de Brusselse Gewestelijke Veiligheidsraad van 15 september, 13 en 28 oktober 2021 ;

Gelet op het Advies van de Minister van Volksgezondheid, verstrekt op 27 oktober 2021 ;

Gelet op de dringendheid en het overleg met de Minister van Binnenlandse Zaken ;

Overwegende dat uit de recentste evaluatie van de epidemiologische situatie door de RAG van 8, 15, 22, 29 en 30 september en 6, 13 en 27 oktober 2021 een sterke toename van het aantal besmettingen blijkt op nationaal niveau ;

Overwegende dat het dagelijks gemiddelde van de vastgestelde nieuwe besmettingen met het coronavirus COVID-19 in België over zeven dagen sterk is toegenomen tot 5691 bevestigde positieve gevallen op 24 oktober 2021 ;

Daardoor blijft Brussel, zoals dat sinds 12 augustus het geval is, op alarmniveau 4, terwijl de rest van het land zich op niveau 3 bevindt, behalve Luik en de Duitstalige Gemeenschap ;

Overwegende dat de RAG benadrukt dat de besmettingen in Brussel in bijna alle leeftijdsgroepen toenemen ;

Dat de RAG de waargenomen epidemiologische situatie in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest beschouwt als vergelijkbaar met die tijdens de derde golf ;

Considérant que le variant Delta est dominant (presque la totalité des infections) et que ce variant est plus contagieux que le variant Alpha ; qu'en conséquence le virus circule encore plus rapidement au sein de la population ;

Considérant que l'Autorité craint que le changement de saison et la météo moins favorable qui l'accompagne ne favorisent une circulation plus importante du virus car la population sera amenée à exercer davantage d'activités à l'intérieur et ce, avec vraisemblablement une ventilation moindre ;

Considérant qu'il n'est plus à démontrer que la vaccination est un moyen efficace de limiter la circulation du virus ;

Qu'à Bruxelles, la couverture vaccinale complète des plus de 18 ans est moins importante qu'en Flandre et en Wallonie ;

Que cela est d'autant plus vrai dans les tranches d'âges les plus jeunes ;

Que le taux de vaccination plus faible sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale par rapport aux autres régions et la circulation intense du virus que cela génère dans certaines communes de la Région de Bruxelles-Capitale engendrent une charge accrue pour les hôpitaux bruxellois ;

Considérant que le taux d'occupation des lits en soins intensifs à Bruxelles se situe à 24% là où il est d'environ 13% au niveau national ;

Considérant que l'Autorité considère que la protection du système de soins de santé et de l'infrastructure hospitalière est essentielle non seulement pour la prise en charge des patients atteints du COVID-19, mais également pour assurer le suivi des patients atteints d'autres pathologies ; qu'une saturation du système hospitalier engendre une réorganisation des services de soins (avec aussi des transferts de patients vers d'autres régions) et une modification des priorités quant à la prise en charge médicale des patients ; que cela aboutit à une réduction de la détection et du suivi des autres pathologies ; qu'il est par conséquent primordial d'assurer la protection du système de soins de santé afin de préserver le droit fondamental à la vie et à la santé de la population ;

Considérant que lors des réunions du Conseil régional de sécurité des 15 septembre, 13 et 28 octobre 2021, l'exposé de la situation épidémiologique et vaccinale de la Région de Bruxelles-Capitale a été présenté par les services de la COCOM ;

Considérant que les extensions à l'utilisation du CST ont été permises par un accord de coopération du 27 septembre 2021 modifiant l'accord de coopération du 14 juillet 2021 conclu entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivants ou résidents à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique ;

Qu'en égard à la détérioration de la situation épidémiologique sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale depuis la fin de l'été ainsi que le constat d'un taux de vaccination toujours trop faible, le Collège Réuni a sollicité l'avis du RAG au sujet de la nécessité d'étendre l'utilisation du CST en Région de Bruxelles-Capitale ;

Que le RAG a transmis son avis en date du 30 septembre 2021 soulignant que Bruxelles se situait au niveau d'alerte 4 (toujours le cas) et qu'il pouvait marquer son accord avec les extensions sollicitées ;

Que l'Assemblée réunie de la Commission Communautaire Commune a adopté en date du 8 octobre 2021 une ordonnance relative à l'extension du COVID Safe Ticket en cas de nécessité découlant d'une situation épidémiologique particulière ; que cette ordonnance est entrée en vigueur le 15 octobre 2021 ;

Considérant que les extensions ainsi adoptées complètent les dispositifs de gestion de crise mis en place sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale dans le but de réduire la circulation du virus et d'éviter notamment une nouvelle fermeture de certains secteurs de la société ;

Overwegende dat de deltavariant dominant is (bijna alle besmettingen) en besmettelijker is dan de alfavariant; dat het virus bijgevolg nog sneller onder de bevolking circuleert;

Overwegende dat de overheid vreest dat de seizoenswissel en het minder mooie weer dat daarmee gepaard gaat, een grotere circulatie van het virus in de hand zullen werken, doordat de bevolking zich voor activiteiten vaker in waarschijnlijk minder goed verluchte binnenruimten zal begeven;

Overwegende dat niet meer hoeft te worden aangetoond dat vaccinatie een doeltreffend middel is om de viruscirculatie te beperken;

Dat de volledige vaccinatiegraad van de bevolking ouder dan 18 jaar in Brussel lager is dan in Vlaanderen en in Wallonië;

Dat dit nog meer het geval is in de jongere leeftijdscategorieën;

Dat de in vergelijking met de andere gewesten lagere vaccinatiegraad in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de sterke viruscirculatie waarmee sommige gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest daardoor te maken krijgen, nu leiden tot een toegenomen belasting van de Brusselse ziekenhuizen;

Overwegende dat in Brussel 24% van de bedden op intensieve zorgen bezet is, terwijl dat percentage landelijk ongeveer 13% bedraagt;

Overwegende dat de overheid vindt dat het essentieel is om het gezondheidszorgsysteem en de ziekenhuisinfrastructuur te vrijwaren, niet alleen om patiënten met COVID-19 op te vangen, maar ook om ervoor te zorgen dat patiënten met andere pathologieën kunnen worden opgevolgd; dat een verzadiging van het ziekenhuissysteem leidt tot een reorganisatie van de verzorgingsdiensten (waarbij ook patiënten naar andere gewesten worden overgebracht) en tot een wijziging van de prioriteiten op het vlak van de medische verzorging van patiënten; dat daardoor andere pathologieën minder zullen kunnen worden opgespoord en opgevolgd; dat het daarom van het allergrootste belang is om het gezondheidszorgsysteem te vrijwaren teneinde het basisrecht van de bevolking op leven en gezondheid te waarborgen;

Overwegende dat de diensten van de GGC tijdens de vergadering van de Gewestelijke Veiligheidsraad van 15 september, 13 en 28 oktober 2021 een overzicht hebben gegeven van de epidemiologische situatie en de vaccinatietoestand in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de uitbreidingen van het gebruik van het CST zijn toegestaan door een samenwerkingsakkoord van 27 september 2021 houdende wijziging van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot het digitaal EU-COVID-certificaat, het COVID Safe Ticket, het PLF, de verwerking van persoonsgegevens van in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België;

Dat in het licht van de achteruitgang van de epidemiologische toestand op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest sinds het einde van de zomer en van de vaststelling dat de vaccinatiegraad nog steeds te laag is, het Verenigd College het advies van de RAG gevraagd heeft over de noodzaak om het gebruik van het CST uit te breiden in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Dat de RAG op 30 september 2021 zijn advies heeft doorgestuurd met de stelling dat in Brussel dreigingsniveau 4 gold (ook vandaag nog) en dat het akkoord kon gaan met de gevraagde uitbreidingen;

Dat de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie op 8 oktober 2021 een ordonnantie heeft aangenomen betreffende de uitbreiding van het COVID Safe Ticket in geval van noodzakelijkheid voortvloeiend uit een specifieke epidemiologische situatie; dat deze ordonnantie in werking is getreden op 15 oktober 2021;

Overwegende dat de uitbreidingen die op deze basis worden uitgevaardigd een aanvulling vormen bij de beheersmaatregelen die zijn ingevoerd op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om de circulatie van het virus te beperken en een nieuwe sluiting van bepaalde sectoren van de maatschappij te voorkomen;

Que dans un souci d'équilibre et de proportionnalité des mesures imposées aux citoyens, au vu des extensions du CST adoptées à Bruxelles, l'Autorité entend limiter les restrictions sanitaires aux situations et lieux les plus à risques car n'étant pas soumis au CST ;

Qu'il convient de souligner que le présent arrêté de police s'applique sans préjudice des obligations de port du masque et de distanciation sociale réglées expressément par l'ordonnance CST et par l'arrêté royal du 28 octobre 2021 ; qu'il en ressort que le présent arrêté de police vient compléter là où cela s'avère nécessaire les obligations en matière de geste barrière ;

Considérant que le Comité de concertation du 26 octobre constate que le retour à l'école et sur les lieux de travail combiné avec l'augmentation du nombre d'activités intérieures et des contacts, contribuent à une détérioration attendue des indicateurs de l'épidémie ;

Considérant que le Comité de concertation confirme la continuité des mesures qui étaient reprises dans l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ;

Considérant la décision du Gouvernement fédéral de déclarer la situation d'urgence épidémique pour une durée maximale de 3 mois ;

Considérant que le présent arrêté de police impose le port du masque et le respect des distanciations sociales dans d'autres lieux et événements ;

Que les mesures sanitaires applicables sur les lieux de travail sont déjà réglées par l'arrêté royal du 28 octobre 2021 ;

Que ce dernier dispose que des mesures de prévention appropriées sont élaborées au niveau de l'entreprise, l'association ou le service et adoptées dans le respect des règles de concertation sociale en vigueur, et en concertation avec les services de prévention et de protection au travail ; qu'un guide générique est également à disposition des employeurs sur le site internet du Service Public Fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale complété par des directives au niveau sectoriel et/ou de l'entreprise, et/ou d'autres mesures appropriées qui offrent un niveau de protection au moins équivalent.

Considérant que par le présent arrêté de police, le port du masque reste obligatoire dans tous les lieux et événements énumérés à l'article 2 sauf si l'accès à ceux-ci est conditionné à la présentation d'un CST ; que dans cette hypothèse les obligations de port du masque et de distanciation sociale ne sont plus requises ;

Que la levée des gestes barrières doit toutefois connaître une exception, à savoir les établissements de soins résidentiels pour personnes vulnérables tels que définis dans l'ordonnance CST ;

Que bien que l'accès à ces établissements soit conditionné à la présentation d'un CST, le port du masque reste obligatoire eu égard à la vulnérabilité des résidents et patients ;

Qu'en outre, le présent arrêté de police ne supprime pas l'obligation de port du masque imposée par l'ordonnance CST à l'égard de personnes dispensées de la présentation de celui-ci pour accéder à un lieu ou un événement dont l'accès est soumis à la présentation d'un CST ;

Considérant que l'article 4, § 2 de la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique dispose que : « Lorsque les circonstances locales l'exigent, les gouverneurs et bourgmestres prennent, chacun pour son propre territoire, des mesures renforcées par rapport à celles visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, conformément aux éventuelles instructions du ministre. A cet effet, ils se concertent avec les autorités fédérales et fédérées compétentes en fonction de la mesure envisagée. Si l'urgence ne permet pas une concertation préalable à l'adoption de la mesure, le bourgmestre ou le gouverneur concerné informe ces autorités compétentes le plus rapidement possible de la mesure prise. Dans tous les cas, les mesures envisagées par le bourgmestre sont concertées avec le gouverneur, et celles envisagées par le gouverneur sont concertées avec le ministre ».

Considérant qui y a lieu d'entendre les termes « le gouverneur » utilisés dans la disposition légale précitée par « le Ministre-Président » pour ce qui concerne le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Dat de Overheid met het oog op de evenwichtigheid en de proportionaliteit van de maatregelen die aan de burgers worden opgelegd, voor wat betreft de in Brussel aangenomen uitbreidingen van het CST, de sanitaire restricties wenst te beperken tot de situaties en plaatsen die het grootste risico inhouden aangezien zij niet aan een CST zijn onderworpen;

Dat moet worden benadrukt dat dit politiebesluit geldt onverminderd de mondkemperplicht en de social distancing die uitdrukkelijk worden geregeld door de CST-ordonnantie en het Koninklijk besluit van 28 oktober 2021 ; dat hieruit volgt dat dit politiebesluit de verplichtingen inzake voorzorgsmaatregelen aanvult waar dit nodig blijkt;

Overwegende dat het Overlegcomité van 26 oktober vaststelt dat de terugkeer naar school en naar de werkplek, in combinatie met de toename van het aantal binnenactiviteiten en contacten bijdragen tot een verwachte verslechtering van de indicatoren van de epidemie;

Overwegende dat het Overlegcomité de voortzetting bevestigt van de maatregelen die waren genomen in het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken.

Rekening houdend met de beslissing van de federale regering tot afkondiging van de epidemische noodsituatie voor een maximale duur van 3 maanden, neemt het Comité volgende beslissingen;

Overwegende dat dit politiebesluit het dragen van een mondkemper en de naleving van de social distancing oplegt in andere plaatsen en evenementen;

Dat de gezondheidsmaatregelen die gelden op werkplekken reeds geregeld worden door het Koninklijk besluit van 28 oktober 2021;

Dat dit besluit bepaalt dat er gepaste preventiemaatregelen worden uitgewerkt op ondernemings-, verenigings- of dienstniveau en genomen worden met naleving van de geldende regels inzake sociaal overleg en in samenspraak met de diensten voor preventie en bescherming op het werk; dat er eveneens een generieke gids ter beschikking is van de werkgevers op de website van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, aangevuld met de richtlijnen op sectoraal niveau en/of andere passende maatregelen met minstens een vergelijkbaar beschermingsniveau.

Overwegende dat krachtens dit politiebesluit de maskerdracht verplicht blijft op alle plaatsen en evenementen die staan opgesomd in artikel 2, behalve indien een CST moet worden getoond om hiertoe toegang te krijgen; dat in deze hypothese de maskerplicht en de social distancing niet langer vereist zijn;

Dat bij de opheffing van de preventiemaatregelen evenwel een uitzondering moet gelden, met name voor de residentiële zorginstellingen voor kwetsbare personen zoals deze in de CST-ordonnantie staan omschreven;

Dat ook al dient een CST voorgelegd te worden om toegang te krijgen tot deze inrichtingen, het dragen van een mondkemper verplicht blijft gelet op de kwetsbaarheid van bewoners en patiënten;

Dat dit politiebesluit bovendien de door de CST-ordonnantie opgelegde mondkemperplicht niet opheft voor personen die het CST niet hoeven voor te leggen om toegang te krijgen tot een plaats of evenement waar een CST vereist is om toegang te krijgen;

Overwegende dat in artikel 4, § 2 van de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie bepaald is dat : " Wanneer de lokale omstandigheden het vereisen, nemen de gouverneurs en burgemeesters, elk voor het eigen grondgebied, maatregelen die strenger zijn ten opzichte van de maatregelen bedoeld in paragraaf 1, overeenkomstig de eventuele instructies van de minister. Daartoe overleggen ze met de bevoegde federale en deelstatelijke overheden in functie van de beoogde maatregel. Indien de hoogdringendheid geen overleg voorafgaand aan het nemen van de maatregel toelaat, informeert de betrokken burgemeester of de gouverneur deze bevoegde overheden zo snel mogelijk van de genomen maatregel. In elk geval worden de maatregelen beoogd door de burgemeester vastgesteld na overleg met de gouverneur, en worden deze beoogd door de gouverneur vastgesteld na overleg met de minister ".

Overwegende dat de woorden "de gouverneur" in voormelde wettelijke bepaling voor wat het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreft, begrepen moeten worden als "de minister-president";

Considérant comme le souligne le Conseil d'Etat dans un arrêt n°247.452 du 27 avril 2020 que la Ministre de l'Intérieur dispose « du plus large pouvoir d'appréciation » dans le choix des mesures de gestion de la crise sanitaire ;

Considérant que par analogie de motifs, le Ministre-Président dispose du plus large pouvoir d'appréciation dans le cadre de l'adoption de mesures complémentaires en rapport avec la gestion de la crise du COVID-19 et ce, dans les limites de ses compétences de police administrative (art.5, § 2 loi pandémie) ;

Considérant que dans un arrêt n°241.671 du 30 mai 2018, le Conseil d'Etat souligne que : « toute loi de police administrative habilite les autorités compétentes à prendre des mesures préventives tendant à éviter des troubles à l'ordre public avant qu'ils ne surviennent » et que « l'autorité dispose à cet égard d'un large pouvoir d'appréciation et peut prendre en compte toute situation potentiellement dangereuse et tout risque, même faible, pour la sécurité publique » ;

Qu'ainsi, outre les mesures déjà édictées au niveau fédéral, les autorités locales conservent la possibilité d'adopter des mesures complémentaires en raison de la situation sanitaire particulière propre à leur territoire ;

Considérant qu'eu égard à la situation sanitaire constatée et au droit fondamental à la vie et à la santé de la population, dans le cadre d'une gestion de crise, il est indispensable dans le chef d'une autorité normalement prudente et diligente de maintenir sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale un certain nombre de restrictions sanitaires proportionnelles à la situation épidémiologique rencontrée sur ce territoire ;

Considérant que la rédaction de l'article 5 de l'arrêté de police du Ministre-Président du 28 octobre 2021 visant à maintenir certaines restrictions sur le territoire bruxellois afin de lutter contre la propagation du virus COVID-19 et portant abrogation de l'arrêté de police du 14 octobre 2021 était erronée ;

Que depuis l'activation de la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique, le régime des sanctions liées au non-respect des arrêtés de police du Ministre-Président dans le cadre de la lutte contre le COVID-19 ne se base plus sur la loi provinciale, mais bien directement sur l'article 6 de la loi du 14 août 2021 précitée ;

Qu'au lieu de procéder à la publication d'un *erratum*, par soucis de clarté et de sécurité juridique, il a été décidé d'abroger l'arrêté de police du 28 octobre et d'adopter un nouvel arrêté de police qui fera aussi l'objet d'une publication au *Moniteur belge* ;

Considérant que la réécriture de l'article 5 consiste en la seule modification apportée au précédent arrêté de police,

Arrête :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup> — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° « un masque ou toute autre alternative en tissu » : il est renvoyé à la définition prévue à l'article 1<sup>er</sup>, 10° de l'arrêté royal du 28 octobre 2021 portant les mesures de police administratives nécessaires en vue de prévenir ou de limiter les conséquences pour la santé publique de la situation d'urgence épidémique déclarée concernant la pandémie de coronavirus COVID-19 ;

2° « l'arrêté royal du 28 octobre 2021 » : l'arrêté royal du 28 octobre 2021 portant les mesures de police administratives nécessaires en vue de prévenir ou de limiter les conséquences pour la santé publique de la situation d'urgence épidémique déclarée concernant la pandémie de coronavirus COVID-19

3° « l'ordonnance CST » : l'ordonnance de l'Assemblée de la Commission Communautaire Commune du 8 octobre 2021 relative à l'extension du COVID Safe Ticket en cas de nécessité découlant d'une situation épidémiologique particulière ;

4° « CERM » : il est renvoyé à la définition prévue à l'article 1<sup>er</sup>, 11° de l'arrêté royal du 28 octobre 2021;

5° « CIRM » : il est renvoyé à la définition prévue à l'article 1<sup>er</sup>, 12° de l'arrêté royal du 28 octobre 2021;

6° « établissements de soins résidentiels pour personnes vulnérables » : il est renvoyé à la définition prévue à l'article 2, 11°, de l'ordonnance CST.

Overwegende dat, zoals de Raad van State in arrest nr. 247.452 van 27 april 2020 benadrukt, de minister van Binnenlandse Zaken bij de keuze van de maatregelen om de gezondheidscrisis aan te pakken over "de ruimste beoordelingsbevoegdheid" beschikt;

Overwegende dat de minister-president vanuit een gelijkaardige redenering over de ruimste beoordelingsbevoegdheid beschikt om binnen zijn bestuurlijke politiebevoegdheid bijkomende maatregelen te nemen om de coronacrisis aan te pakken (art. 5, § 2 van de pandemiewet);

Overwegende dat de Raad van State in arrest nr. 241.671 van 30 mei 2018 benadrukt dat: "iedere bestuurlijke politiewet de bevoegde overheden machtigt preventieve maatregelen te nemen om verstoringen van de openbare orde, nog voor zij zich voordoen, te vermijden" en dat "de overheid in dat verband over een ruime beoordelingsbevoegdheid beschikt en rekening kan houden met iedere mogelijk gevaarlijke situatie en met ieder risico, hoe klein ook, voor de openbare veiligheid";

Dat de lokale overheden bijgevolg de mogelijkheid behouden om, naast de maatregelen die al door de federale overheid zijn uitgevaardigd, omwille van de bijzondere gezondheidssituatie op hun grondgebied bijkomende maatregelen goed te keuren;

Overwegende dat een overheid in het licht van de vastgestelde gezondheidstoestand en het basisrecht van de bevolking op leven en gezondheid naar aanleiding van een gezondheidscrisis vanuit een normale voorzichtigheid en plichtsbewustzijn niet anders kan dan in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een bepaald aantal beperkende gezondheidsmaatregelen die in verhouding staan tot de epidemiologische situatie waarin het zich bevindt, te behouden;

Overwegende dat artikel 5 van het politiebesluit van de minister-president van 28 oktober 2021 dat ertoe strekte bepaalde beperkingen op het Brusselse grondgebied in de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus te behouden en het politiebesluit van 14 oktober 2021 op te heffen, verkeerdelijk was opgesteld;

Dat sinds de activering van de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie, de sancties voor het niet naleven van de politiebesluiten van de minister-president betreffende de strijd tegen COVID-19 niet meer gebaseerd zijn op de provinciewet, maar wel rechtstreeks op artikel 6 van de voormelde wet van 14 augustus 2021;

Dat in plaats van een *erratum* te publiceren, vanuit een streven naar duidelijkheid en rechtszekerheid beslist werd om het politiebesluit van 28 oktober op te heffen en een nieuw politiebesluit aan te nemen dat ook bekendgemaakt zal worden in het *Belgisch Staatsblad*;

Overwegende dat het herschreven artikel 5 de enige wijziging van het vorige politiebesluit vormt,

Besluit :

#### HOOFDSTUK 1 — Definities

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° "een mondmasker of elk ander alternatief in stof": hiervoor wordt verwezen naar de definitie vermeld in artikel 1, 10° van het Koninklijk besluit houdende de nodige maatregelen van bestuurlijke politie teneinde de gevolgen voor de volksgezondheid van de afgekondigde epidemische noodsituatie betreffende de coronavirus COVID-19 pandemie te voorkomen of te beperken;

2° "het Koninklijk besluit van 28 oktober 2021": het Koninklijk besluit van 28 oktober 2021 houdende de nodige maatregelen van bestuurlijke politie teneinde de gevolgen voor de volksgezondheid van de afgekondigde epidemische noodsituatie betreffende de coronavirus COVID-19 pandemie te voorkomen of te beperken;

3° "de CST-ordonnantie": de ordonnantie van de Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 8 oktober 2021 betreffende de uitbreiding van het COVID Safe Ticket in geval van noodzakelijkheid voortvloeiend uit een specifieke epidemiologische situatie";

4° "CERM": hiervoor wordt verwezen naar de definitie vermeld in artikel 1, 11° van het Koninklijk besluit van 28 oktober 2021;

5° "CIRM": hiervoor wordt verwezen naar de definitie vermeld in artikel 1, 12° van het Koninklijk besluit van 28 oktober 2021;

6° « residentiële zorginstellingen voor kwetsbare personen »: hiervoor wordt verwezen naar artikel 2, 11°, van de CST-ordonnantie.

CHAPITRE 2 — *Port du masque et distanciation sociale*

**Art. 2. § 1<sup>er</sup>.** Sans préjudice des mesures déjà édictées au niveau fédéral et dans l'ordonnance CST, le port d'un masque ou de toute autre alternative en tissu est obligatoire pour toute personne âgée de 12 ans accomplis :

- Dans les établissements de soins résidentiels pour personnes vulnérables ;
- Dans les rues commerçantes et tout lieu privé ou public à forte fréquentation, tels que déterminés par les autorités locales compétentes et délimités par un affichage précisant les horaires auxquels l'obligation s'applique ;
- Dans les marchés, les fêtes foraines, les braderies, les marchés annuels, les brocantes, les marchés aux puces ;
- Lors des manifestations ;

À l'exception des établissements de soins résidentiels pour personnes vulnérables, et sans préjudice de l'ordonnance CST, le port du masque n'est pas obligatoire dans les lieux et événements visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> dont l'accès est conditionné à la présentation d'un COVID Safe Ticket.

§ 2. Lorsque le port d'un masque ou de toute autre alternative en tissu n'est pas possible pour des raisons médicales, un écran facial peut être utilisé.

Les personnes qui sont dans l'impossibilité de porter un masque, une alternative en tissu ou un écran facial, en raison d'une situation de handicap attestée au moyen d'un certificat médical, ne sont pas tenues par les dispositions du présent arrêté prévoyant cette obligation.

**Art. 3.** Les règles de distanciation sociale doivent être respectées:

- 1° dans les locaux accessibles au public d'entreprises, d'administrations publiques, de bâtiments publics;
- 2° dans les locaux accessibles au public des établissements relevant des secteurs culturel, festif, récréatif et événementiel lorsque l'accès ne relève pas du champ d'application et des modalités fixés par l'ordonnance CST;

Les dispositions prévues au présent article doivent également être respectées en ce qui concerne les personnes qui attendent à l'extérieur de l'établissement.

CHAPITRE 3 — *Offices et cérémonies*

**Art. 4. § 1<sup>er</sup>.** Un maximum de 200 personnes, les enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis, l'officier d'état civil et le ministre du culte non-compris, peut être présent en même temps aux activités suivantes dans les bâtiments prévus à cet effet, indépendamment du nombre de pièces à l'intérieur du bâtiment :

- 1° les mariages civils ;
- 2° l'exercice collectif du culte et l'exercice collectif de l'assistance morale non confessionnelle et des activités au sein d'une association philosophique-non-confessionnelle ;
- 3° l'exercice individuel du culte et l'exercice individuel de l'assistance morale non confessionnelle et des activités au sein d'une association philosophique-non-confessionnelle ;

4° la visite individuelle ou collective d'un bâtiment de culte ou un bâtiment destiné à l'exercice public de l'assistance morale non confessionnelle.

Un maximum de 200 personnes, les enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis et le ministre du culte non-compris, peut être présent en même temps aux funérailles et crémations dans les espaces séparés des bâtiments prévus à cet effet.

Un maximum de 400 personnes, les enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis, l'officier d'état civil et le ministre du culte non-compris, peut être présent en même temps aux activités suivantes :

- 1° la visite d'un cimetière dans le cadre de funérailles ;
- 2° les activités prévues à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, 2° et 3°, pour autant qu'elles soient organisées à l'extérieur sur les lieux prévus à cet effet, le cas échéant conformément au protocole applicable.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2 et 3, après autorisation des autorités communales compétentes, qui utilisent le CERM ou le CIRM lorsque celui-ci est d'application, le nombre maximum de personnes présentes est susceptible d'être porté à un maximum de 2000 en intérieur et 2500 en extérieur.

HOOFDSTUK 2 — *Het dragen van een mondmasker en social distancing*

**Art. 2. § 1.** Onverminderd de maatregelen die reeds zijn uitgevaardigd op het federaal niveau en in de CST-ordonnantie is het dragen van een mondmasker of een stoffen alternatief verplicht voor iedereen die ouder is dan 12 jaar:

- In residentiële zorginstellingen voor kwetsbare personen;
- In de winkelstraten en op elke private of publieke druk bezochte plaats, zoals bepaald door de bevoegde lokale overheid en afgebakend met een aanplakking die de tijdstippen preciseerd waarop de verplichting van toepassing is;
- Op de markten, kermessen, braderijen, jaarmarkten, brocante- en rommelmarkten;
- Tijdens betogingen.

Met uitzondering van de residentiële zorginstellingen voor kwetsbare personen en onverminderd de CST-ordonnantie is het niet verplicht een mondmasker te dragen op de plaatsen en evenementen bedoeld in het eerste lid waarvan de toegang de voorlegging van een COVID Safe Ticket vereist.

§ 2. Wanneer het dragen van een mondmasker of een stoffen alternatief wegens medische redenen niet mogelijk is, mag een gelaatsscherm worden gebruikt.

De personen die in de onmogelijkheid zijn een mondmasker, een stoffen alternatief of een gelaatsscherm te dragen omwille van een beperking, gestaafd door middel van een medisch attest, moeten niet voldoen aan de bepalingen van dit besluit die deze verplichting voorzien.

**Art. 3.** De regels inzake social distancing moeten worden nageleefd:

- 1° in de publiek toegankelijke ruimten van bedrijven, overheidsbesturen en overheidsgebouwen;
- 2° in de publiek toegankelijke ruimten van de inrichtingen die behoren tot de culturele, feestelijke, recreatieve en evenementensector wanneer de toegang hiertoe niet valt binnen het toepassingsgebied en de modaliteiten vastgesteld in de CST-ordonnantie;

De bepalingen van dit artikel dienen eveneens te worden nageleefd door de personen die buiten de inrichting wachten.

HOOFDSTUK 3 — *Erediensten en plechtigheden*

**Art. 4. § 1.** Een maximum van 200 personen, kinderen tot en met 12 jaar, de ambtenaar van de burgerlijke stand en de bedienaar van de eredienst niet meegeteld, mogen tegelijkertijd aanwezig zijn bij de volgende activiteiten in de gebouwen die daarvoor bestemd zijn, ongeacht het aantal ruimtes binnen het gebouw:

- 1° burgerlijke huwelijken;
- 2° de collectieve uitoefening van de eredienst en de collectieve uitoefening van de niet-confessionele morele dienstverlening en van activiteiten binnen een niet-confessionele levensbeschouwelijke vereniging;
- 3° de individuele uitoefening van de eredienst en de individuele uitoefening van de niet-confessionele morele dienstverlening en van activiteiten binnen een niet-confessionele levensbeschouwelijke vereniging;

4° het individueel of collectief bezoek aan een gebouw voor de eredienst of een gebouw voor de openbare uitoefening van niet-confessionele morele dienstverlening.

Een maximum van 200 personen, kinderen tot en met 12 jaar en de bedienaar van de eredienst niet meegeteld, mag tegelijkertijd aanwezig zijn bij begrafenissen en crematies in afzonderlijke ruimtes van de gebouwen die daarvoor bestemd zijn.

Een maximum van 400 personen, kinderen tot en met 12 jaar, de ambtenaar van de burgerlijke stand en de bedienaar van de eredienst niet meegeteld, mag tegelijkertijd aanwezig zijn bij de volgende activiteiten:

- 1° het bezoek aan een begraafplaats naar aanleiding van een begrafenis;
- 2° de activiteiten bedoeld in het eerste lid, 1°, 2° en 3°, voor zover deze buiten worden georganiseerd op de daartoe bestemde plaatsen, desgevallend overeenkomstig het toepasselijke protocol.

§ 2. In afwijking van het eerste, tweede en derde lid van de eerste paragraaf kan het maximumaantal aanwezige personen na toelating van de bevoegde gemeentelijke overheid die gebruik maakt van het CERM of het CIRM indien het van toepassing is, verhoogd worden tot maximum 2000 binnen en 2500 buiten.

§ 3. Pendant les activités visées au présent article, les règles minimales suivantes doivent être respectées, sans préjudice des protocoles applicables :

1° l'exploitant ou l'organisateur informe les participants en temps utile et de manière clairement visible des mesures de prévention en vigueur ;

2° une distance de 1,5 mètre est garantie entre chaque groupe ou personne, sauf si ces personnes appartiennent au même ménage ;

3° couvrir la bouche et le nez avec un masque est obligatoire et le port d'autres moyens de protection personnelle est en tout temps fortement recommandé ;

4° l'activité doit être organisée de manière à ce que les règles de distanciation sociale puissent être respectées, également en ce qui concerne les personnes qui attendent à l'extérieur de l'établissement ou des bâtiments ;

5° l'exploitant ou l'organisateur met à disposition du personnel et des participants les produits nécessaires à l'hygiène des mains ;

6° l'exploitant ou l'organisateur prend les mesures d'hygiène nécessaires pour désinfecter régulièrement l'établissement et le matériel utilisé ;

7° l'exploitant ou l'organisateur assure une bonne aération ;

8° les contacts physiques entre personnes sont interdits, sauf entre les membres d'un même groupe ou ménage ;

9° lors de l'exposition du corps pendant les funérailles et crémations une distance de 1,5 mètre doit être respectée par rapport au corps exposé.

#### CHAPITRE 4 — *Sanctions*

**Art. 5.** les infractions aux dispositions du présent arrêté sont sanctionnées par les peines prévues à l'article 6 de la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique.

#### CHAPITRE 5 — *Entrée en vigueur, publication et voies de recours*

**Art. 6.** Le présent arrêté entre en vigueur le 16 novembre 2021.

**Art. 7.** Les mesures prescrites par le présent arrêté sont d'application jusqu'au 28 janvier 2022 inclus.

**Art. 8.** L'arrêté de police du 28 octobre 2021 maintenant certaines restrictions sanitaires dans la lutte contre le COVID-19 et portant abrogation de l'arrêté de police du 14 octobre 2021 est abrogé.

**Art. 9.** Les autorités administratives compétentes sur le territoire de l'Agglomération bruxelloise, sont chargées de l'exécution du présent arrêté. Les forces de police sont chargées de veiller au respect du présent arrêté, au besoin par la contrainte et /ou la force.

Le présent arrêté est communiqué au centre de crise national, aux Bourgmestres pour qu'ils effectuent l'affichage aux emplacements habituels pour les avis officiels.

Une diffusion la plus large possible sera effectuée par Bruxelles Prévention et Sécurité.

**Art. 10.** Conformément à l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cet arrêté peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. La demande d'annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la publication au *Moniteur belge*. La requête est adressée au greffe du Conseil d'Etat, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles, soit sous pli recommandé à la poste, soit suivant la procédure électronique au moyen de la carte d'identité sur le site internet sécurisé du Conseil d'Etat <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Une action de suspension de l'arrêté peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure de référé devant le Conseil d'Etat.

Bruxelles, le 15 novembre 2021

Le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale,  
R. VERVOORT

§ 3. Tijdens de activiteiten bedoeld in dit artikel dienen de volgende minimale regels te worden nageleefd, onverminderd de toepasselijke protocollen:

1° de uitbater of organisator informeert de aanwezigen tijdig en duidelijk zichtbaar over de geldende preventiemaatregelen;

2° er wordt een afstand van 1,5 meter tussen elke groep of persoon gegarandeerd, behalve indien die personen tot hetzelfde huishouden behoren;

3° het bedekken van de mond en neus met een mondmasker is verplicht en het dragen van andere persoonlijke beschermingsmiddelen wordt steeds sterk aanbevolen;

4° de activiteit moet zo worden georganiseerd dat de regels inzake social distancing kunnen worden nageleefd, ook door de personen die buiten de inrichting of de gebouwen wachten;

5° de uitbater of organisator stelt de nodige middelen voor handhygië ter beschikking van het personeel en de aanwezigen;

6° de uitbater of organisator neemt de gepaste hygiënemaatregelen om de inrichting en het gebruikte materiaal regelmatig te desinfecteren;

7° de uitbater of organisator zorgt voor een goede verluchting;

8° fysieke aanrakingen tussen personen zijn verboden, behalve tussen de leden van een zelfde groep of huishouden;

9° als het lichaam tijdens een begrafenis of crematie wordt opgebaard, dient een afstand van 1,5 meter ten opzichte van het opgebaarde lichaam te worden gerespecteerd.

#### HOOFDSTUK 4 — *Sancties*

**Art. 5.** Inbreuken op de bepalingen van dit besluit worden bestraft met de straffen bepaald door artikel 6 van de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie.

#### HOOFDSTUK 5 — *Inwerkingtreding, bekendmaking en beroepsmogelijkheden*

**Art. 6.** Dit besluit treedt in werking op 16 november 2021.

**Art. 7.** De maatregelen opgelegd door dit besluit gelden tot en met 28 januari 2022.

**Art. 8.** Het politiebesluit van 28 oktober 2021 tot behoud van bepaalde sanitaire restricties ter bestrijding van COVID-19 en houdende intrekking van het politiebesluit van 14 oktober 2021 wordt ingetrokken.

**Art. 9.** De bevoegde bestuurlijke overheden op het grondgebied van de Brusselse agglomeratie worden belast met de uitvoering van dit besluit. De politiediensten zijn verantwoordelijk voor de naleving van dit besluit, zo nodig met dwang en/of geweld.

Dit besluit wordt meegedeeld aan het Nationaal Crisiscentrum en aan de burgemeesters, zodat zij het op de gebruikelijke plaatsen voor officiële bekendmakingen kunnen aanplakken.

Brussel Preventie & Veiligheid zorgt voor een zo breed mogelijke verspreiding.

**Art. 10.** Overeenkomstig artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan een beroep tot nietigverklaring van dit besluit worden ingediend bij de afdeling administratie van de Raad van State wegens schending van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht. Het verzoek tot nietigverklaring moet, op straffe van onontvankelijkheid, worden ingediend binnen de 60 dagen na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*. Het verzoekschrift wordt ofwel per post aangetekend verzonden naar de griffie van de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 te 1040 Brussel, ofwel wordt het ingediend volgens de elektronische procedure met behulp van de identiteitskaart op de beveiligde website van de Raad van State <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Er kan tevens een vordering tot schorsing van het besluit worden ingediend, conform de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State.

Brussel, 15 november 2021

De Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,  
R. VERVOORT